

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN EUROPE 2021

Communiqué de presse

La consommation de biens et de services dans l'UE génère d'importantes répercussions environnementales et sociales au niveau international qui doivent être prises en compte pour atteindre les objectifs de développement durable, selon le nouveau rapport SDSN et de l'IEEP

Paris, le 14 décembre 2021 - - Le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations-Unies (SDSN) et l'Institut pour la politique environnementale européenne (IEEP) publient aujourd'hui le Rapport sur le développement durable en Europe 2021, le Troisième rapport quantitatif indépendant sur les progrès de l'Union Européenne, ses Etats membres, et d'autres pays européens vers les objectifs de développement durable (ODD), fixés par les États membres de l'ONU en 2015.

Il s'appuie sur une méthodologie publiée dans la littérature scientifique et audité statistiquement par la Commission Européenne en 2019, et inclut des « profils pays » pour l'UE, ses Etats membres et des pays partenaires, avec pour la première fois les pays candidat à l'adhésion européenne (l'Albanie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et la Turquie) ainsi que la Bosnie-Herzégovine. Cette année, le rapport comprend des chapitres sur "Le Pacte vert pour l'Europe, le Plan de relance européen et les ODD" et sur "l'atteinte des ODD par la transformation des systèmes d'alimentation et de gestion des sols".

Le rapport arrive à un moment critique où les cas de COVID-19 augmentent à nouveau en Europe et où l'émergence de nouveaux variants rend la situation sanitaire et la reprise économique incertaines. Mettre fin à la pandémie partout est une condition préalable pour rétablir et accélérer l'avancement des ODD en Europe et dans le monde. Comme le souligne l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), l'Europe doit continuer à travailler avec les Nations Unies, le G20, le G7 et d'autres partenaires clés pour accélérer le déploiement des vaccins partout, mobiliser des ressources financières et remédier au manque d'espace budgétaire pour financer les plans d'urgence et de relance dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Guillaume Lafortune, Vice Président du SDSN et auteur principal du rapport, déclare que :

"La pandémie de COVID-19 constitue un revers pour le développement durable dans l'UE et dans le reste du monde. Pourtant, de puissants stabilisateurs automatiques et des interventions spécifiques visant à protéger l'économie et les populations ont permis d'atténuer l'impact du COVID-19 sur les ODD dans l'UE par rapport à la plupart des autres régions du monde. Mettre fin à la pandémie de COVID-19 partout dans le monde est la priorité numéro un pour rétablir l'avancement des ODD dans l'UE et dans le monde. Les ODD et l'Accord de Paris reflètent les valeurs de l'Europe et doivent rester le fil conducteur des politiques nationales de l'UE et de l'action internationale."

En amont du sommet des Nations Unies sur les ODD de 2023, l'UE doit faire progresser les objectifs de développement à long terme et jouer un rôle de premier plan au niveau international pour rétablir la progression en matière d'ODD. *Adolf Kloke-Lesch, Co-Président du SDSN Europe et co-auteur du rapport, souligne que :*

"L'UE dispose d'outils législatifs et politiques en place, ou en préparation, pour relever la plupart des défis liés aux ODD, mais elle manque encore de clarté sur la manière dont elle prévoit d'atteindre les ODD. Une approche intégrée des ODD doit se concentrer sur trois grands domaines : les priorités internes (y compris la mise en œuvre du Pacte Vert européen), la diplomatie et la coopération au développement et enfin les externalités internationales qui peuvent compromettre la capacité des autres pays à atteindre les ODD. L'UE doit mener de façon multilatérale le Pacte Vert et la diplomatie des ODD, y compris avec la Chine et l'Afrique".

Citer le rapport:

Lafortune, G., Cortés Puch, M., Mosnier, A., Fuller, G., Diaz, M., Riccaboni, A., Kloke-Lesch, A., Zachariadis, T., Carli, E. Oger, A., (2021). Rapport sur le développement durable en Europe 2021 : Transformer l'Union européenne pour atteindre les objectifs de développement durable. SDSN, SDSN Europe et IEEP. France: Paris.

Télécharger le rapport et accéder aux données (en ligne dès le 14 décembre 2021) :

Site internet : <https://www.sdginde.org/esdr2021>

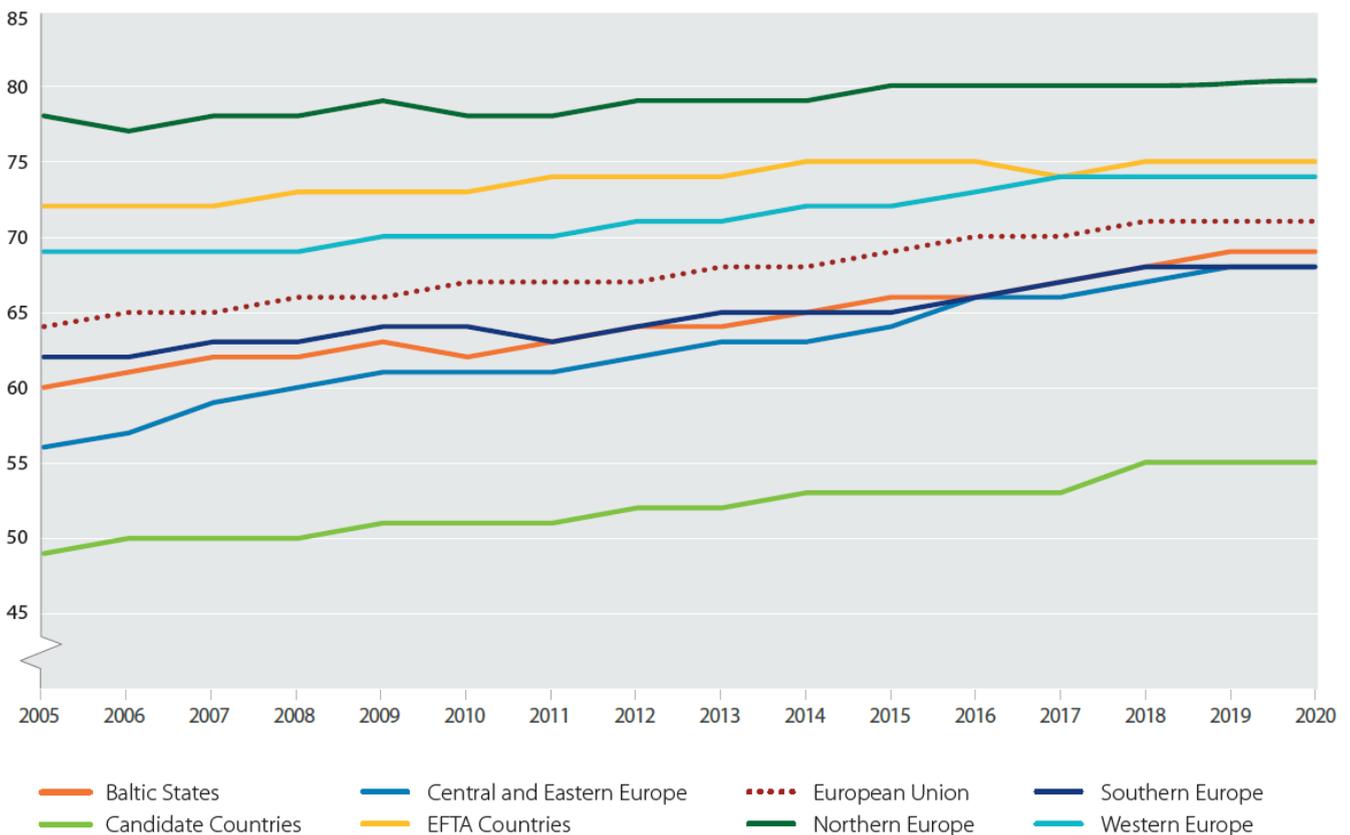
Plateforme de données interactive : <https://eu-dashboards.sdginde.org/>

La pandémie COVID-19 - un revers pour les objectifs de développement durable, mais ceux-ci doivent rester le fil conducteur dans l'UE et au niveau international

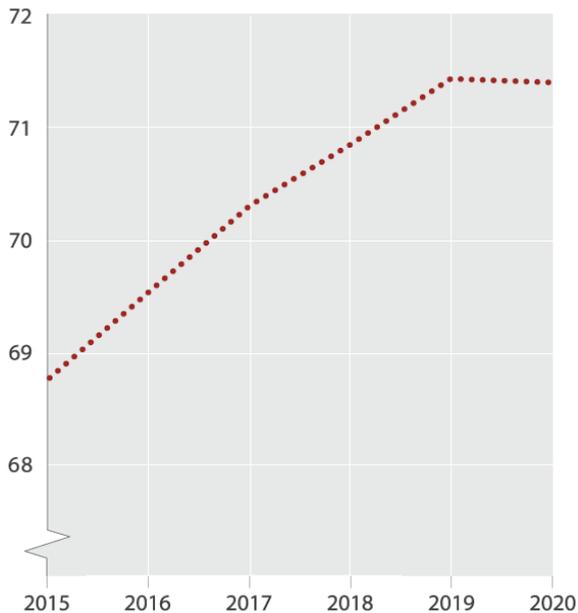
Pour la première fois depuis l'adoption des ODD en 2015, le score moyen de l'indice ODD de l'UE n'a pas augmenté en 2020; en moyenne il a légèrement diminué dans l'UE27, principalement en raison de son impact négatif sur l'espérance de vie, la pauvreté et le chômage. Malgré les appels à revoir à la baisse les ambitions des ODD et les tensions géopolitiques, les ODD restent le seul cadre intégré pour le développement économique, social et environnemental adopté par tous les États membres des Nations Unies.

L'indice ODD dans les pays de l'UE27 a légèrement diminué en 2020 pour la première fois depuis l'adoption des ODD en 2015 en raison de la COVID-19.

SDG Index Score



SDG Index Score, EU27, 2015-2020



Note : Les scores de l'indice ODD vont de 0 "pire" à 100 "meilleur". Voir la méthodologie détaillée et les notes des figures dans le rapport.
Source : Lafortune et al, 2021.

L'Europe est confrontée à ses plus grands défis en matière d'ODD dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture durables, du climat et de la biodiversité (ODD2, 12-15), du renforcement de la convergence des niveaux de vie entre ses pays et régions et doit accélérer les progrès sur de nombreux objectifs. La Finlande est en tête de l'indice ODD 2021 pour les pays européens (et le monde entier) car elle a été moins touchée par la pandémie COVID-19 que la plupart des autres pays de l'UE. Elle est suivie par deux autres pays d'Europe du Nord, la Suède et le Danemark.

Les pays candidats à l'adhésion européenne obtiennent des résultats bien inférieurs à la moyenne européenne, mais ils étaient en progression avant la pandémie. Les ODD constituent un cadre utile pour un dialogue et des échanges constructifs entre l'UE et les pays candidats à l'adhésion.

La France se classe au 10^{ème} rang (sur 34 pays) dans l'Indice ODD pour l'Europe 2021 ; devant la moyenne de l'UE27 et avec des progrès notables sur plusieurs objectifs

La France se classe cette année au 10^{ème} rang (sur 34 pays) avec un score de 72,7 sur 100. C'est mieux que la moyenne de l'UE (71.5) et que le Royaume-Uni (70.2) par exemple mais en-dessous des pays nordiques et d'autres pays d'Europe de l'Ouest et Centrale. La France performe relativement bien sur les ODD1 (Pas de pauvreté) et l'ODD9 (Industrie, innovation et infrastructure).

Comme pour la plupart des pays en Europe les ODD2 et 12-15 liés au climat, à la biodiversité, à la production, l'agriculture et consommation durable restent plus problématiques. Notamment en raison des impacts générés à l'étranger à travers la consommation. Nous notons néanmoins les progrès significatifs de la France depuis l'adoption des ODD en 2015 sur les ODD14 (Vie aquatique) et l'ODD15 (Vie sur terre) ainsi que sur l'indicateur de recyclage des déchets municipaux sous l'ODD11 (Villes et communautés durables). Par ailleurs, nous notons des progrès importants de la France en matière d'égalité femmes-hommes sous l'ODD 5 (Egalité entre les sexes), tirés notamment par une hausse de la représentation des femmes en politique et dans les instances dirigeantes du secteur privé et d'une baisse de la population inactive à cause de responsabilités familiales.

Enfin, la baisse de la performance de la France entre 2019 et 2020 en raison de la crise du COVID-19 sur les ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) a été moindre par rapport à la baisse observée en moyenne au sein de l'Union Européenne. Ce qui peut être relié aux politiques économiques et sociales mises en place par le gouvernement ou à d'autres raisons.

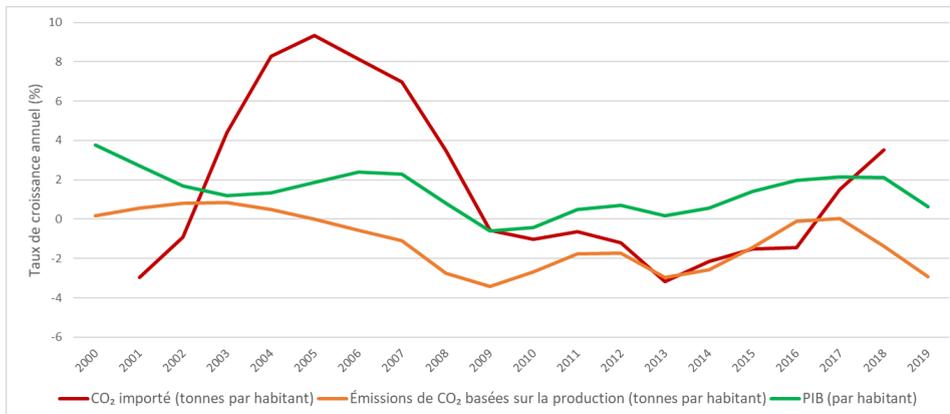
Pour garantir sa légitimité internationale, l'UE doit s'attaquer aux externalités internationales négatives.

La consommation de biens et de services dans l'UE entraîne la déforestation et des impacts environnementaux à l'étranger. La tolérance à l'égard des mauvaises normes de travail dans les chaînes d'approvisionnement internationales peut nuire aux pauvres, en particulier aux femmes, dans de nombreux pays en développement. Nous estimons, par exemple, que les importations de produits textiles dans l'UE sont liées à 375 accidents du travail mortels (et 21 000 accidents non mortels) chaque année dans le monde.

Par ses importations, de ciment et d'acier par exemple, l'Europe génère des émissions de CO₂ dans d'autres régions du monde, notamment en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine. Alors que les émissions nationales de CO₂ diminuent dans l'UE depuis de nombreuses années, les émissions de CO₂ émises à l'étranger pour satisfaire la consommation de l'UE (appelées émissions de CO₂ importées) ont augmenté en 2018, à un rythme plus rapide que le PIB.

La proposition d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), ainsi que d'autres mécanismes d'ajustement et clauses miroir, et le nouveau règlement sur la diligence raisonnable peuvent contribuer à traiter et à surveiller les fuites de carbone et d'autres impacts négatifs incorporés dans des chaînes d'approvisionnement non durables. Pourtant, ils devraient être accompagnés d'une coopération technique et d'un soutien financier accru pour accélérer les progrès des ODD dans les pays producteurs, y compris les pays en développement, afin d'éviter le piège "protectionniste". L'UE doit également suivre systématiquement ces externalités internationales au niveau de l'Union, des États membres et de l'industrie et évaluer l'impact des politiques européennes sur d'autres pays et sur le bien commun mondial.

Les émissions de CO₂ générées à l'étranger pour satisfaire la consommation de biens et de services de l'UE augmentent plus vite que le PIB.



Note : Les émissions de CO₂ importées font référence aux émissions de CO₂ émises à l'étranger (par exemple pour produire du ciment ou de l'acier) pour satisfaire la consommation de biens et de services de l'UE27. Moyennes glissantes sur trois ans.
Source : Auteurs. Basé sur Eurostat (2021), IE-LAB et la Banque Mondiale.

Quatre actions pour renforcer le leadership de l'UE en vue du sommet des Nations Unies sur les ODD de 2023

Le rapport formule des recommandations pratiques à l'intention des dirigeants de l'UE afin de renforcer la mise en œuvre des ODD et l'établissement de rapports et d'envoyer un message fort à la communauté internationale sur l'engagement de l'UE à réaliser les ODD face à la pandémie de COVID-19 :

1. Publier une **déclaration politique conjointe** publiée par les trois piliers de la gouvernance de l'UE : le Conseil européen, le Parlement européen et la Commission européenne, réaffirmant leur ferme engagement envers l'Agenda 2030 en réponse à la pandémie de COVID 19 et à ses conséquences, et leur engagement à relancer l'élan vers la réalisation des ODD.
2. Préparer une **communication publiée par la Commission européenne clarifiant la manière dont l'UE entend atteindre les ODD**, y compris les objectifs, les calendriers et les feuilles de route. Cette communication pourrait être mise à jour régulièrement. Elle pourrait également montrer où les politiques existantes doivent devenir plus ambitieuses et où des politiques supplémentaires sont nécessaires.

3. Mettre en place un **nouveau mécanisme ou renouveler le mandat de la plateforme multipartite** pour un engagement structuré avec la société civile et les scientifiques sur les politiques et le suivi des ODD.
4. Préparer un **bilan national volontaire à l'échelle de l'UE** avant le sommet sur les ODD qui se tiendra en septembre 2023 aux Nations Unies et qui portera sur les **priorités internes** ainsi que sur **la diplomatie et les actions internationales** visant à restaurer et à protéger le patrimoine commun mondial et à remédier aux externalités internationales.

Autres résultats :

- La mise à jour de l'indice "**Leave No One Behind**"¹ pour les pays européens suit les inégalités au sein des pays ; en termes de revenus, d'accès aux services et d'opportunités. Les pays qui sont en tête de l'indice ODD sont également en tête de l'indice Leave No One Behind, ce qui indique que le développement durable et la réduction des inégalités sont des objectifs qui se renforcent mutuellement.
- Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la **convergence des niveaux de vie** entre les pays européens. L'ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures) est l'objectif pour lequel les écarts de performance sont les plus importants en Europe, de nombreux pays européens affichant de très bons résultats (tableau "vert"), mais aussi de nombreux pays affichant de très mauvais résultats (tableau "rouge").
- Le cadre financier pluriannuel, NextGenEU et la Facilité pour la reprise et la résilience fournissent une force financière pour accélérer la transformation de l'UE sur la période 2021-2027. Pourtant, les lignes directrices fournies aux États membres pour préparer leurs plans nationaux de relance et de résilience ne comportaient aucune référence aux ODD. Un défi important consistera à faire en sorte que la somme des plans nationaux de relance s'ajoute à des transformations cohérentes et ambitieuses des ODD à l'échelle de l'UE, y compris la transformation des systèmes énergétiques et alimentaires/gestion des sols.
- Dans un contexte où les États membres disposeront d'une plus grande autonomie pour décider des activités éligibles dans le cadre de la nouvelle **Politique Agricole Commune**, sans objectifs obligatoires ni critères clairs d'évaluation des performances, il existe un risque élevé que les efforts nationaux ne soient pas suffisamment ambitieux pour atteindre conjointement les objectifs de l'UE en matière de climat et de biodiversité. Alors que la stratégie "de la ferme à la fourchette" est la première stratégie holistique du système alimentaire, il manque des objectifs quantitatifs clairs pour suivre les progrès réalisés du côté de la transformation et de la consommation.

À propos de SDSN

Le [Réseau des solutions de développement durable des Nations Unies \(SDSN\)](#) mobilise l'expertise scientifique et technique des universités, de la société civile et du secteur privé pour soutenir la résolution de problèmes pratiques pour le développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale. Le SDSN fonctionne depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU. Le SDSN mobilise des réseaux nationaux et régionaux composés d'instituts de recherche et d'universités, des réseaux thématiques axés sur les solutions et la SDG Academy, une université en ligne pour le développement durable.

À propos de SDSN Europe

Créé en 2020, [SDSN Europe](#) mobilise et coordonne les connaissances et la science à travers les réseaux SDSN en faveur d'une relance européenne durable et résiliente. Avec dix réseaux nationaux et régionaux d'universités et d'institutions de la connaissance dans l'UE, et plus de 360 organisations membres sur tout le continent, SDSN est idéalement placé pour fournir un développement politique basé sur des preuves en Europe.

À propos de IEEP

L'[Institut pour la politique environnementale européenne \(IEEP\)](#) est un groupe de réflexion sur le développement durable basé à Bruxelles. Travaillant avec les parties prenantes des institutions européennes, des organismes internationaux, des

¹ Ne Laisser Personne De Côté



universités, de la société civile et de l'industrie, son équipe de professionnels de la politique, composée d'économistes, de scientifiques et de juristes, produit des recherches et des idées politiques fondées sur des preuves. Son travail s'étend sur neuf domaines de recherche et couvre à la fois des questions politiques à court terme et des études stratégiques à long terme. En tant qu'organisation à but non lucratif ayant plus de 40 ans d'expérience, l'IEEP s'engage à faire progresser les politiques de durabilité axées sur l'impact dans l'UE et dans le monde.

Contact

Pour de plus amples informations ou pour organiser un entretien, veuillez contacter :

Maëlle Voil

Communication Manager Paris, SDSN

maelle.voil@unsdsn.org

+33 6 99 41 70 11